

PSCIOC PSSDC

Public Sector Chief Information Officer Council
Public Sector Service Delivery Council

CDPISP CPSSP

Conseil des DPI du secteur public
Conseil de la prestation des services du secteur public

20th
ANNIVERSARY
ANNIVERSAIRE
1998 - 2018

Whitehorse 2018

Ébauche — v.2

RÉUNION DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES SERVICES DU SECTEUR PUBLIC (CPSSP)

Le 27 septembre 2018

Whitehorse (Yukon)

Compte rendu des décisions

Présents

Coprésidents du CPSSP

Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Heather Sheehy	EDSC — Service Canada

MEMBRES DU CPSSP

Kim Andrews	Anciens Combattants Canada (pour Libby Douglas)
Deb Bergey	FPSM (Région de Waterloo)
Mark Burns	Yukon
Beverly Dicks	Colombie-Britannique
Alan Doody	Terre-Neuve-et-Labrador
Guy Gordon	Manitoba
Karla Hale	FPSM (Région de Peel)
Ron Hinshaw	Colombie-Britannique
Gillian Latham	Nouvelle-Écosse
Christian Laverdure	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Anne Matthews	Ontario
Sonya Read	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Bureau du DPI)
Dipty Saini	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (pour Michelle Lattimore)
Jackie Stankey	Alberta
Hilary Thatcher	Services aux Autochtones Canada
Silvano Tocchi	Agence du revenu du Canada
Susan Wilkins	Terre-Neuve-et-Labrador

OBSERVATEURS / COPRÉSIDENTS DU SOUS-COMITÉ

Catherine Bennett	EDSC/Service Canada
Anik Dupont	EDSC/Service Canada, coprésidente du Groupe de travail sur les avis de décès
Jaouad Haqhaqi	EDSC — Service Canada
Cheryl Meek	EDSC — Service Canada
Carol Prest	Colombie-Britannique/présentateur, Réseau organisationnel vérifiable
Chantel Ritcey	Alberta/coresponsable du volet des priorités de l'identité numérique

INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS (ISAC)

Dan Batista
Maria Luisa Willan
Linda Robins
Michal Dziong

Item	Sujet / Discussion	Point :
1.	<p><u>Questions administratives :</u></p> <p>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne du CPSSP du 22 février 2018 à Toronto (ONGLET 1A) Les membres approuvent le rapport de décision sans y apporter de changements.</p> <p>B) Acceptation de l'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 27 septembre 2018 (ONGLET 1B) Les membres approuvent l'ordre du jour du CPSSP du 27 septembre 2018. La mesure de suivi 7 a été déplacée en matinée pour permettre à Brian MacDonald, sous-ministre adjoint (SMA), et à la Division des relations avec les Autochtones du Conseil exécutif d'en parler.</p> <p>C) Rapport du trésorier du CPSSP (ONGLET 1C) Deb Bergey, trésorier du CPSSP, fournit un aperçu de l'état financier du CPSSP. Elle porte l'attention des membres sur le nouveau document compris dans l'ensemble de documents. Il contient des estimations des groupes de travail sur les travaux qu'ils effectueront.</p> <p>D) Examen des mesures de suivi du CPSSP des réunions précédentes (ONGLET 1E) Aucun commentaire ou aucune question n'est soulevé.</p>	<p><u>Décision 1</u> Le compte rendu de décision de la réunion du CPSSP du 22 février 2018 à Toronto est approuvé sans changement.</p> <p><u>Décision 2</u> L'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 27 septembre 2018 est approuvé, avec un changement à l'ordre des mesures.</p>

	E) Ordre du jour des prochaines réunions du CPSSP (ONGLET 1F) Aucun commentaire ou aucune question n'est soulevé.	
2.	<u>Table des SM FPT (ONGLET 2)</u> Heather Sheehy avait fait un rapport sur la mise à jour de la table des sous-ministres (SM) fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) aux greffiers et aux secrétaires de cabinet en juillet. Ils étaient satisfaits du progrès de la table et avaient approuvé ses priorités. Ils avaient reconnu que la gestion de l'identité est une priorité absolue et un catalyseur du gouvernement numérique. Les greffiers et les secrétaires de cabinet ont demandé une mise à jour approfondie sur tous les points liés à la gestion de l'identité pour la prochaine réunion. Heather Sheehy a reconnu que les efforts entrepris en gestion de l'identité varient à l'échelle du pays et elle a indiqué que toutes les administrations peuvent avoir le même niveau de participation, mais qu'une collaboration continue constitue la clé du progrès. La prochaine téléconférence des sous-ministres FPT est le 25 octobre et une mise à jour sur le travail du Service aux entreprises et du Groupe de travail sur les avis de décès est à l'ordre du jour. Leur prochaine réunion en personne aura lieu au printemps de 2019.	
3.	<u>Communauté de pratique des services aux entreprises</u> <u>A. Rapport d'étape du travail de la communauté de pratique des services aux entreprises (ONGLET 3A)</u> Vidya ShankarNarayan et Anne Matthews fournissent une mise à jour. La communauté de pratique est représentée par plusieurs administrations qui reconnaissent que la gestion de l'identité, l'identité numérique et le numéro d'entreprise sont connectés. Vidya ShankarNarayan relie le travail continu effectué par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) sur les initiatives numériques pour les entreprises au Cadre pancanadien de la fiabilité et propose de collaborer avec les provinces et les territoires dans le cadre de projets pour simplifier le regroupement des entreprises. Beaucoup de progrès a été réalisé pour fournir davantage de renseignements aux entreprises et la prochaine étape consiste à se rendre à « une fois suffit » et au partage ouvert des renseignements. <u>B. Présentation du guide et des questions et réponses sur le numéro d'entreprise (NE) (ONGLET 3B)</u>	<u>Suivi 1 :</u> La communauté de pratique des services aux entreprises travaillera sur une trousse d'outils de communication et une stratégie de mobilisation sur l'adoption du NE pour en faire un rapport à une prochaine téléconférence ou réunion du CPSSP.

James Brown, de Davis Pier, fournit un aperçu des efforts entrepris pour rédiger un guide sur le numéro d'entreprise (NE). Le guide sur le NE a été conçu pour deux publics : les cadres supérieurs et les praticiens. Anne Matthews indique qu'on souhaite étendre le partage du guide, à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. Elle encourage les membres à le partager dans leurs administrations. Vidya ShankarNarayan note que l'adoption du numéro d'entreprise fédéral sera surveillée par la publication de résultats dans le Cadre de responsabilisation de gestion.

Anne Matthews demande aux membres de fournir de la rétroaction sur ce que devraient être les prochaines étapes pour la communauté de pratique par rapport au guide sur le numéro d'entreprise.

Commentaires :

- Guy Gordon indique que le numéro d'entreprise est difficile à expliquer à la plupart des publics. Des exemples, des messages et des représentations graphiques seraient d'une grande aide pour cela. Il indique aussi que le message devrait comprendre les avantages globaux de la mise en œuvre du NE. Des renseignements sur les capacités en matière de données du NE seraient également utiles, en particulier dans le cadre d'un changement dans le gouvernement.
- Vidya ShankarNarayan indique que la prochaine étape consiste à harmoniser les renseignements à l'échelle des provinces et des territoires dans le but de suivre l'évolution d'une entreprise.
- Jackie Stanley propose de créer une vidéo sur le numéro d'entreprise, semblable à celle présentée par Imraan Bashir (SCT) sur l'identité numérique à la réunion des conseils mixtes.
- Anik Dupont fait remarquer que le numéro d'entreprise est le numéro d'assurance sociale des entreprises. Les entreprises ne s'harmonisent toutefois pas pour utiliser le NE. Il faut mettre l'accent sur le fonctionnement du NE et sur la façon qu'on peut aider par l'entremise de nos administrations au moyen de courts segments d'information. Le NE représente un élément clé qui donne un accès aux entreprises à plusieurs avantages.
- Vidya ShankarNarayan indique que le gouvernement fédéral collabore avec les provinces et territoires pour le registre des entreprises. Chaque province et territoire maintient son propre registre et le gouvernement fédéral cherche à trouver une façon de les consulter pour faire la validation d'une entreprise.

- Natasha Clarke indique que le NE permet à la Nouvelle-Écosse d'améliorer l'intégration de la prestation de services. Un obstacle pour la Nouvelle-Écosse était de traiter avec les propriétaires et de cerner le citoyen de l'entreprise pour les relier. Il est important de savoir qui exploite l'entreprise.
- Heather Sheehy signale le besoin de messages clairs ou d'outils de communication pour expliquer les avantages du NE. Les sous-ministres appuient complètement ce projet.
- Karla Hale indique que Peel a été un des utilisateurs précoces du NE. Les autres administrations municipales cherchent à connaître les avantages de l'adoption. On pourrait convaincre d'autres administrations à adopter le NE en parlant d'argent, de processus et de prestation de services améliorée.

Il a été convenu par l'ensemble des membres que la communauté de pratique des services aux entreprises travaillera sur une trousse d'outils de communication et une stratégie de mobilisation sur l'adoption du NE pour en faire un rapport à une prochaine téléconférence ou réunion du CPSSP.

C. Discussion sur la transformation du service numérique d'ISDE (ONGLET 3C)

Aneeta Bains et Vidya ShankarNarayan fournissent une mise à jour sur les travaux d'ISDE sur la transformation de son service numérique au moyen d'un tableau de bord. La priorité d'ISDE est de transformer ses services et programmes numériques pour faciliter l'accès des entreprises aux services gouvernementaux. ISDE a réalisé une vidéo pour démontrer la valeur du numéro d'entreprise. Il a également créé une interface de programme d'application sur les numéros d'entreprises qui peut être obtenue dans la boutique du gouvernement du Canada. ISDE devra collaborer avec certaines des administrations sur le plan technique et il cherche des partenaires.

Commentaires sur la mise à jour d'ISDE :

- De façon générale, la vidéo d'ISDE est bien reçue par les membres.
- Natasha Clarke suggère la possibilité d'utiliser de vraies personnes plutôt que des personnages, afin de saisir l'élément humain.
- Cette démarche pourrait augmenter l'incidence de la vidéo.

	<ul style="list-style-type: none">Heather Sheehy demande si le CPSSP peut aider davantage, en mobilisant possiblement des intervenants clés comme la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, la Chambre de commerce du Canada ou des associations de l'industrie.	
4.	<p><u>Groupe de travail sur la collaboration liée au réseau de services (CLRS) (ONGLETS 4A à 4E)</u></p> <p>Cheryl Meek et Rob Horwood (par téléconférence) fournissent une mise à jour sur les efforts réalisés par rapport à l'outil de cartographie des points de service et sollicitent l'approbation pour la stratégie de mobilisation pour le Service Partnership Playbook, ainsi que le mandat et le plan de travail de la CLRS.</p> <p>Cheryl Meek demande aux membres de présenter le manuel à leurs administrations et de le distribuer aux intervenants. Le Groupe de travail a élaboré un modèle de courriel, des messages clés et une présentation pour permettre aux membres de partager ce guide. Cheryl Meek indique qu'un article sera publié dans le Canadian Government Executive Magazine. À la réunion de février, des membres auront l'occasion de transmettre comment la mobilisation s'est déroulée.</p> <p>Rob Horwood indique qu'on envisage un projet pilote pour un outil de cartographique des points de service au Nouveau-Brunswick. On cherche également une deuxième ou une troisième administration pour mettre à profit de l'expérience.</p> <p>Cheryl Meek indique que le prochain volet de travail considéré est lié aux centres d'appel, selon la portée originale du travail et elle demande pour une vérification des signaux pour voir s'il y a toujours un intérêt pour ce domaine. Le Groupe de travail demande 50 000 \$ à titre de paramètre fictif pour soutenir la possibilité de travaux par rapport aux centres d'appel à l'avenir.</p> <p><u>Commentaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none">Heather Sheehy indique qu'elle aimerait faire distribuer le manuel dès que possible.Heather Sheehy demande s'il y a de l'intérêt parmi les administrations pour la cartographie des points de service. Le Nouveau-Brunswick a manifesté de l'intérêt, mais il doit attendre la fin des élections.	<p><u>Suivi 2A :</u></p> <p>La Collaboration liée au réseau de services fournira une mise à jour sur la cartographie des points de service, la stratégie de mobilisation pour le Service Partnership Playbook et d'autres éléments, en fonction du plan de travail.</p> <p><u>Suivi 2B :</u></p> <p>Le Groupe de travail sur la collaboration de services fournira des suggestions de domaines d'intérêt clés pour une discussion sur les centres d'appel au cours de la réunion de février.</p>

	<ul style="list-style-type: none">• Deb Bergey, qui participe au Groupe de travail, manifeste de l'intérêt pour la cartographie. Toutefois, pour assurer l'utilité de cet outil pour les municipalités, il faut trouver une façon d'ajouter des municipalités. Deb exprime également de l'intérêt pour les travaux par rapport aux centres d'appel.• Silvano Tocchi propose la tenue d'une discussion éclairée supplémentaire sur les centres d'appel.• Heather Sheehy indique qu'il faut étudier davantage à quoi ressemblerait le travail des centres d'appel avant de faire avancer ces efforts.• Plusieurs membres sont d'accord (Karla Hale, Jackie Stankey, Natasha Clarke et Ron Hinshaw) qu'il serait bon d'examiner les centres d'appels qui appuieraient la prestation de services numériques.	
5.	<p>Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données (ONGLETS 5A et 5B)</p> <p>Guy Gordon salue la participation de John Houweling, de la région de York, à titre de coprésident du Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données. Il indique que les administrations municipales mettent l'accent sur la géomatique et utilisent les données dans le cadre de la prise de décisions. Grâce à Emploi et Développement social Canada (EDSC), les membres ont eu droit, en octobre 2017, à une démonstration de l'outil sur l'indice de vulnérabilité électronique (IVE) et de son utilisation possible pour des clients vulnérables. L'outil sur l'IVE est le premier outil et la première ressource d'intelligence axée sur les données (IAD) qui fait l'objet d'une promotion auprès des membres pour une mise en œuvre nationale. Il est appuyé par les sous-ministres qui souhaiteraient voir son utilisation répandue.</p> <p>Ginette Gervais et Firouz Fallahi d'EDSC fournissent une démonstration de l'outil sur l'IVE aux membres. Guy Gordon indique que le Nouveau-Brunswick cherche des occasions pour travailler avec cet outil et que le Manitoba sera le prochain à l'utiliser. On invite les membres à envisager l'utilisation de l'outil sur l'IVE dans leur administration.</p> <p>Guy Gordon fait remarquer aux membres que le Groupe de travail sur l'IAD souhaite rédiger un guide sur l'IAD semblable au Guide des sciences du comportement pour un changement de canal. Le GT veut inclure des pratiques exemplaires et des exemples de cas dans ce guide. Il s'agirait d'une bonne façon d'engager des personnes dans une conversation à propos de l'utilisation de données. La portée initiale des travaux est la création d'un répertoire de projets. Le guide serait rédigé en format numérique. Guy Gordon veut savoir si les administrations souhaitent appuyer l'élaboration d'un guide.</p> <p>Rétroaction des membres :</p>	<p>Suivi 3A : On invite les membres à envisager l'utilisation de l'outil sur l'IVE dans leur administration. On prévoit une autre discussion sur l'outil sur l'IVE à une téléconférence ou réunion à venir.</p> <p>Suivi 3B : Le Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données fournira une mise à jour sur l'élaboration du guide sur l'IAD à une prochaine téléconférence ou réunion.</p> <p>Décision 3 Approbation du mandat — Mark Burns propose</p>

	<ul style="list-style-type: none">Catherine Bennett indique que les guides représentent des outils utiles, mais qu'il faut être prudent et ne pas les considérer comme des résultats. Elle cherche à savoir quels renseignements seront inclus dans le guide et aimerait savoir s'il y aura des façons de maintenir l'évolution du guide. <p>Guy Gordon répond que le guide serait utile pour déterminer ce qui fonctionne bien dans ce domaine et cerner toute occasion d'élargissement. Il est prévu de faire évoluer ce guide jusqu'à l'aboutissement d'un autre outil à partir de lui.</p> <ul style="list-style-type: none">Deb Bergey propose d'inclure dans le manuel les défis d'IAD et une stratégie pour mieux utiliser l'IAD dans les administrations.Natasha Clarke indique qu'il est question du gouvernement dans l'ère numérique et d'une compréhension réelle de l'expérience de service à partir des besoins d'utilisateur. Il faut utiliser des techniques pour assurer une excellence en matière de service. <p>En conclusion :</p> <ol style="list-style-type: none">On demande au Groupe de travail si des administrations souhaitent participer au projet d'IVE. Aucun bénévole n'est identifié au cours de la réunion.Les membres approuvent l'élaboration du guide et un financement de 60 000 \$, plus la taxe de vente harmonisée (TVH), par le CPSSP pour la réalisation de ces travaux.Les membres approuvent le mandat et le plan de travail de l'IAD.	<p>l'approbation du mandat du Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données. Gillian Latham l'appuie.</p> <p>Décision 4 : Rédaction d'un manuel de l'IAD – Beverly Dicks propose l'approbation de la rédaction d'un manuel d'intelligence axée sur les données et un financement de 60 000 \$ plus TVH. Jackie Stankey l'appuie.</p>
6.	<p><u>Services axés sur le client — Présentation par Sightline Innovation (ONGLET 6)</u></p> <p>Wallace Trenholm (par téléconférence) et Jo Kennelly fournissent un aperçu de leur travail sur l'intelligence artificielle. Sightline construit des infrastructures organisationnelles pour l'IA. La plateforme d'IA de Sightline est un écosystème d'IA ouvert qui habilite différentes initiatives de l'industrie, du gouvernement et des universités à connecter, partager et faciliter des opérations axées sur l'IA à l'échelle de domaines sécuritaires et de données de confiance en matière de données et à collaborer par rapport à ces opérations.</p> <p><u>Questions et commentaires des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none">Guy Gordon indique son intérêt pour le domaine de l'IA et parle de la possibilité de repenser les données et la façon de les organiser. D'un point de vue de prestation de services, il indique l'importance des cas d'utilisation en raison de l'aperçu fascinant de l'avenir qu'ils fournissent.	

	<ul style="list-style-type: none">Natasha Clarke estime que la présentation est très intéressante, particulièrement par rapport à la possibilité d'extraire des renseignements pour effectuer de la politique publique intelligente et quant au rôle gouvernemental en matière de politique publique dans ce domaine en vue de protéger les Canadiens. Elle note que le potentiel est grand.	
7.	<p><u>Nouveaux besoins des clients — Services aux Autochtones</u> (ONGLET 7)</p> <p>Hillary Thatcher fait une présentation sur les domaines de grande priorité de Services aux Autochtones Canada (résultats améliorés en matière de santé, qualité de l'éducation, réunions des enfants avec leurs familles, infrastructure fiable et prospérité économique) et sur le mandat et le paysage actuels. Elle indique que, afin d'avoir une discussion significative et déterminer les domaines d'intérêt à aborder par rapport aux services aux Autochtones, il vaut mieux entendre les membres du CPSSP par rapport à leurs défis actuels liés aux populations autochtones dans leurs administrations.</p> <p>Brian MacDonald, sous-ministre adjoint des Relations avec les Autochtones du gouvernement du Yukon, fournit un aperçu des relations de gouvernement autonome au Yukon.</p> <p>Hillary Thatcher demande aux membres de se diviser en trois groupes afin de discuter des questions suivantes et d'inscrire les renseignements sur un tableau-papier :</p> <ol style="list-style-type: none">Quelles sont certaines des pratiques exemplaires de prestation de services aux populations autochtones?Quels sont certains des défis auxquels est confrontée votre administration?Y a-t-il des recommandations pour améliorer la prestation de services aux populations autochtones, incluant la façon de mesurer l'incidence et la réussite? <p>Les membres se regroupent après l'exercice et en font un compte rendu.</p> <p><u>Commentaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none">Hillary Thatcher demande aux membres de fournir de pratiques exemplaires de leurs administrations par rapport aux services aux Autochtones. Mark Burns fournit un exemple de l'approvisionnement et du traitement d'images pour la gestion de la faune de son administration, à laquelle cette licence s'étend.	<p><u>Suivi 4</u></p> <p>Hillary Thatcher, de Services aux Autochtones Canada, examinera la rétroaction fournie par les membres au cours de cette réunion et fera un compte rendu des difficultés à l'échelle du Canada pour une prochaine réunion de discussion.</p>

	<ul style="list-style-type: none">• Deb Bergey indique que la relation est essentielle et qu'il faut en créer une. Il faut avoir un dialogue ouvert avant que les idées préétablies n'aient d'incidence sur la conversation.• Heather Sheehy parle à propos de l'expérience d'EDSC par rapport à l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). EDSC a constaté que son adoption était plus faible chez les peuples autochtones que chez d'autres collectivités. Pour être admissible à cet avantage, il faut produire ses déclarations de revenus, ce qui nécessite un numéro d'assurance sociale. EDSC a visité plusieurs collectivités et a maintenant rempli 1 500 demandes de numéro d'assurance sociale. Cette démarche permettra l'accès à des avantages comme l'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada. EDSC collabore avec des collectivités pour comprendre les besoins nécessaires pour assurer un accès universel à ces avantages.• Hillary Thatcher mentionne que l'établissement de relations est un élément central. La relation de personne à personne fait une grande différence. Les renseignements qui ont pu être fournis aux dirigeants des collectivités n'ont peut-être pas fait leur chemin jusqu'aux membres plus bas dans l'échelle. Il faut concevoir de meilleures façons de communication afin de veiller à ce que les personnes soient conscientes des avantages auxquelles elles peuvent avoir accès. Si on ne les cible pas du point de vue numérique également, les collectivités autochtones risquent de prendre encore plus de retard.• Heather Sheehy veut savoir ce que cette table peut faire pour aider les Services aux Autochtones. Existe-t-il un rôle de partage des pratiques exemplaires ? Quels efforts peut-on réaliser à cette table pour améliorer l'adoption des services?• Hillary Thatcher, de Services aux Autochtones Canada, examinera la rétroaction fournie par les membres au cours de cette réunion et fera un compte rendu des difficultés à l'échelle du Canada pour une prochaine réunion de discussion.	
8.	<p><u>Services axés sur le client — Discussion approfondie sur les résultats de la publication <i>Les citoyens d'abord 8</i> (ONGLET 8)</u></p> <p>Marina Gilson (Ipsos Reid), Dan Batista et Michal Dziong facilitent une discussion approfondie sur les résultats de la publication <i>Les citoyens d'abord 8</i> par rapport à l'utilisation faite des résultats par les administrations et la façon que le CPSSP pourrait les appliquer pour améliorer l'expérience client entre les administrations. Les résultats nationaux de la publication <i>Les citoyens d'abord 8</i> ont été présentés aux Conseils mixtes au cours de leur réunion du 26 septembre 2018.</p>	<p><u>Suivi 5 :</u></p> <p>Les membres demandent au Comité de recherche des Conseils mixtes d'examiner les résultats nationaux de <i>Les citoyens d'abord 8</i> et de fournir des aperçus ou</p>

	<p><u>Commentaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats démontrent que la satisfaction des citoyens est plus élevée pour une expérience en personne qu'une expérience en ligne. Ce résultat est-il dû à un retard technologique ou à un retard en matière d'innovation? Les attentes des citoyens continuent d'augmenter et cela crée des occasions d'amélioration. Les gouvernements sont-ils prêts à faire des investissements pour rehausser la barre par rapport à la satisfaction des citoyens? Il n'est pas seulement question de l'organisation de services : il faut élargir la conversation. Comment réagir face à ces résultats? Comment tirer profit de ces renseignements afin d'avoir une conversation élargie? Il faut entendre les abonnées de <i>Les citoyens d'abord 8</i> sur la façon qu'ils utilisent ces données, par exemple, pour la prise de décisions. On indique que les abonnées obtiennent le rapport national, ainsi que leur propre rapport d'administration qui contient des renseignements détaillés. Est-ce qu'il y a une possibilité de poser des questions supplémentaires afin d'obtenir davantage d'aperçus pour savoir, par exemple, le canal préféré des citoyens ou leur opinion par rapport à la collecte de données biométriques? Les résultats doivent être décortiqués afin de pouvoir avoir une discussion significative sur la meilleure façon de les utiliser. 	<p>des recommandations sur les domaines d'intérêt (décortiquer les résultats) afin que le CPSSP puisse avoir une conversation significative à ce sujet.</p>
9.	<p><u>Politique sur le numérique du Conseil du Trésor</u> (ONGLET 9)</p> <p>Sonya Read du SCT indique que le Conseil du Trésor sollicite de la rétroaction sur l'orientation pour une nouvelle Politique sur le numérique.</p> <p>Pour appuyer la transition vers l'ère numérique, une orientation politique intégrée doit habiliter le gouvernement du Canada à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. assurer l'accès aux services en tout temps, partout et à partir d'un écosystème à plusieurs plateformes, canaux et appareils; 2. profiter des nouvelles technologies et les adopter pour appuyer l'efficacité opérationnelle et la prestation de services; nouer le dialogue avec plusieurs ordres de gouvernements, entreprises, particuliers et autres pour appuyer la production de services, de données et de contenu de qualité et leur accès. 	

	<p>Ce qu'on demande à cette table :</p> <p>Comment aimeriez-vous que ces propositions améliorent votre vie lorsque vous utilisez des services du gouvernement du Canada? Comment aimeriez-vous que ces propositions contribuent à améliorer de manière significative les opérations gouvernementales et la prestation de services gouvernementaux ? Si ces propositions sont adoptées, quels sont les considérations et défis principaux en matière de mise en œuvre ? En constatant que les règles continueront d'être élaborées et qu'elles évolueront au fil du temps, existe-t-il des lacunes immédiates et critiques par rapport aux propositions actuelles ? On encourage les membres à poursuivre la discussion avec le groupe Digital-Numérique sur GCcollab.ca</p> <p>Aucun commentaire ou aucune question n'est soulevé.</p>	
10.	<p>A) <u>Partage de renseignements sur l'administration</u> (ONGLETS 10A à 10R)</p> <p>Natasha Clarke informe que les renseignements juridictionnels communiqués sont intégrés dans le classeur électronique de la réunion et ne seront présentés qu'à titre d'information.</p> <p>B) <u>Formulaire d'évaluation du CPSSP</u> (ONGLET 11)</p> <p>On demande aux membres de remplir le formulaire d'évaluation pour la réunion.</p> <p>C) <u>Prochaine réunion en personne du CPSSP : Le 29 février 2019, Ottawa, Ontario</u></p> <p>La prochaine réunion en personne du CPSSP aura lieu le 29 février 2019 à Ottawa.</p> <p>D) <u>Téléconférences du CPSSP de l'automne et de l'hiver :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Le vendredi 2 novembre 2018, à 12 h, heure avancée de l'Est• Le lundi 10 décembre 2018, à 14 h, heure normale de l'Est• Le vendredi 25 janvier 2019, à 13 h, heure normale de l'Est <p>Les coprésidents remercient tous les membres et observateurs pour leur participation et contribution.</p>	

PSCIOC PSSDC

Public Sector Chief Information Officer Council
Public Sector Service Delivery Council

CDPISP CPSSP

Conseil des DPI du secteur public
Conseil de la prestation des services du secteur public

20th
ième
ANNIVERSARY
ANNIVERSAIRE
1998 - 2018

Whitehorse 2018

	La séance est levée à 16 h, heure avancée du Pacifique	